

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 MARS 1912.

Projet de loi relatif à la reprise de la concession du chemin de fer
de Hasselt à Maeseyck.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

En maintes occasions, des membres du Parlement ont invité le Gouvernement à négocier la reprise du chemin de fer « Hasselt-Maeseyck ».

L'honorable M. Helleputte a profité de son passage au département des chemins de fer pour entamer des négociations, et il nous a confié le soin de les poursuivre.

L'époque n'est pas éloignée où, par suite de la mise en exploitation des gisements houillers de la province de Limbourg, d'importantes modifications devront être apportées au régime des chemins de fer desservant cette région.

Les études nécessaires se poursuivent; des projets sont arrêtés, voire même partiellement exécutés.

L'honorable M. Helleputte a estimé, afin d'avoir toute liberté d'allure pour la construction des nouvelles lignes qui viendront se souder à celle de Hasselt à Maeseyck, comme aussi afin d'éviter les complications auxquelles donnerait lieu, lors de la mise en exploitation desdites lignes, la présence d'une voie concédée, de faible longueur, au milieu de lignes lui appartenant, et, enfin, pour réaliser l'opération aux meilleures conditions financières possibles, que le moment était venu, pour le Gouvernement, d'user du droit de reprise de la concession dudit chemin de fer de Hasselt à Maeseyck, que lui a réservé l'article 10 de la convention de concession.

Nous nous rallions entièrement à sa manière de voir et nous avons l'honneur de venir vous exposer les conditions de reprise que nous estimons, après de longs pourparlers, pouvoir accepter dans l'intérêt de l'Etat et des populations.

L'article 10 de la convention du 14 mai 1870, approuvée par arrêté royal du 5 juin 1870, et relative à la concession du chemin de fer de Hasselt à Maeseyck, avec prolongement éventuel jusqu'à la ligne néerlandaise de

Venlo à Maestricht, réserve à l'Etat la faculté de reprendre ladite concession.

Cet article est conçu comme il suit :

« A toute époque, après l'expiration des quinze premières années d'exploitation du chemin de fer, le gouvernement aura la faculté de racheter la concession. Pour régler le prix du rachat, on fera le relevé des produits nets et annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept dernières années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, on en déduira les produits nets des deux plus faibles années et le produit moyen des cinq années restantes formera le montant de l'annuité qui sera payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

» Si le rachat s'effectuait avant l'expiration de la vingt-cinquième année d'exploitation, cette annuité sera majorée d'une prime de 10 p. c. Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour base, ni au montant du minimum d'intérêt garanti par l'article 11 ci-après.

» Si le concessionnaire le demandait, l'Etat sera tenu de reprendre le matériel d'exploitation, moyennant remboursement de la valeur à dire d'experts ».

De son côté, l'article 11, rappelé à la fin du deuxième alinéa de l'article 10, stipule :

» En exécution de la loi du 1^{er} décembre 1866, le Gouvernement garantit au concessionnaire, pour la section du chemin de fer de Hasselt à Maeseyck, pendant un terme de cinquante ans, à titre de minimum d'intérêt, une somme annuelle de cent cinquante mille francs (150,000 fr.).

» Cette garantie courra au profit du concessionnaire ou de la Compagnie qui le remplacerait, le cas échéant, à partir de la mise en exploitation de la section susdite ».

La section de Hasselt à Maeseyck a, seule, été construite ; elle a une longueur de près de 41 kilomètres, y compris la partie commune à Hasselt, et a été ouverte à l'exploitation le 3 mars 1874.

La concession a pris cours le même jour ; elle finira le 2 mars 1964.

Le droit à la reprise, réservé au gouvernement par l'article 10 s'est ouvert le 3 mars 1889.

La garantie d'intérêt stipulée par l'article 11 a commencé à courir à la date du 3 mars 1874 pour finir le 2 mars 1924.

Par application des deux premiers alinéas de l'article 10 ci-dessus reproduit, la Compagnie a prétendu établir, comme il suit, l'annuité de reprise à lui payer par le Gouvernement.

Produit net du chemin de fer établi conformément à l'article 12 de la convention du 14 mai 1870, pour le règlement de la garantie du minimum d'intérêt.			
Années.			
1905	fr.	9,230,74	
1906	»	3,234.25	
1907			fr. 22,806.94
1908			» 19,800.82
1909			» 50,156.35
1910			» 127,883.52
1911 (chiffre approximatif)			» 50.000.00
Total		Fr.	270,647.63
moyenne ou 1/5		»	54,129.53

Cette moyenne étant inférieure au montant du minimum d'intérêt garanti, qui est de 150,000 francs, c'est ce montant, a dit la Compagnie, qui, conformément à la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 10, doit constituer l'import de l'annuité.

Mais le gouvernement a formulé deux revendications.

La première concerne une charge de premier établissement du chemin de fer de Hasselt à Maeseyck, que la Compagnie acquitte au moyen d'une redevance annuelle. Cette charge consiste dans le loyer de 4,125 francs payé, par la Société, depuis la mise en exploitation de sa ligne (1), pour l'usage, sur une longueur d'environ deux kilomètres près de Hasselt, du terrain, des terrassements, ouvrages d'art, etc., de l'emplacement de la seconde voie du chemin de fer de Hasselt vers Eindhoven; elle grève la concession et l'Etat a prétendu qu'elle doit être déduite de l'annuité.

La deuxième revendication se rapporte à la charge financière résultant, pour le concessionnaire, de l'obligation de fournir le matériel et les approvisionnements indispensables à l'exploitation. Le principe de cette revendication a été indiqué dans l'exposé des motifs du projet de loi relatif à la reprise des concessions du Grand Central belge, du Liégeois-Limbourgeois, etc. (document parlementaire n° 160 du 11 mai 1897, page 14). L'Etat a donc prétendu déduire cette charge, c'est-à-dire l'intérêt du prix du matériel et des approvisionnements indispensables à l'exploitation, de l'annuité de 150,000 francs réclamée par la Compagnie.

En outre, indépendamment de ces revendications, l'Etat a réclamé de la Société qu'elle assure le sort des employés et des ouvriers qui, à cause de leur âge ou de leur état physique, ne pourront être repris par l'administration des chemins de fer et qu'elle intervienne, à concurrence de la durée des services que le personnel à reprendre lui a rendus, dans les traitements d'attente ou les pensions à allouer à ce personnel, lorsque sonnera pour lui l'âge de la retraite.

Le texte formel de la deuxième phrase du deuxième alinéa de la clause de

(1) Antérieurement à 1898, ce loyer a été payé à la Compagnie exploitant la ligne de Hasselt à Eindhoven; depuis la reprise de cette dernière ligne par l'Etat, il est payé à celui-ci.

reprise, qui stipule qu'en aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au montant du minimum d'intérêt garanti, donnait, à la Société, toute facilité pour s'opposer aux réclamations de l'État.

Néanmoins, après discussion, elle a reconnu le fondement de la première revendication et consenti une intervention dans la seconde ainsi que dans la demande concernant l'avenir du personnel.

L'import de l'annuité a donc été établi, transactionnellement, comme suit :

Montant réclamé par la Société	fr. 150,000
A déduire :	
Loyer du terre-plein de l'emplacement de la voie de la ligne de Hasselt vers Eindhoven	fr. 4,125
Intervention de 25 p. c. dans l'intérêt à $3\frac{1}{2}$ p. c. du prix de reprise du matériel d'exploitation et des approvisionnements indispensables à l'exploita- tion	fr. 3,587
Intervention de 25 p. c. dans l'annuité représen- tative de la dépense à faire pour valider au point de vue des traitements d'attente et de la pension à obtenir, les services rendus, jusqu'au jour de la reprise, par le personnel à transférer à l'État	fr. 1,361
	fr. 9,075
Reste pour le montant de l'annuité	fr. 140,927
Soit en chiffres ronds fr. 141,000.	

La compagnie a pris à sa charge exclusive l'allocation de pensions, dans les conditions où le ferait l'État, au personnel qui ne sera pas repris à cause de son âge ou à cause d'invalidité.

La reprise étant proposée pour être faite à la date du 1^{er} janvier 1912, le Gouvernement aurait donc eu, conformément à l'article 10 de la convention du 14 mai 1870, à payer à la Société, jusqu'à l'expiration de la concession, c'est-à-dire jusqu'au 2 mars 1964, soit pendant $52\frac{62}{366}$ ans, une annuité de 141,000 francs ; il devait, en outre, payer au comptant la valeur du matériel, etc., à fixer par expertise.

Mais la Société, désirant se dissoudre et procéder à sa liquidation, a demandé, en compensation de la transaction qu'elle a consentie sur le montant de l'annuité, que l'État se chargeât de répartir celle-ci entre les ayants-droit, en assurant l'amortissement des capitaux.

Au 1^{er} janvier 1912, le capital des obligations (titres de 500 francs rapportant 3 p. c. d'intérêt), non désigné pour être amorti, est de 949,000 francs ; l'annuité nécessaire pour assurer le service des intérêts et de l'amortissement de cette somme pendant une durée égale à celle restant à courir de la con-

cession, soit 52 ans est de fr. 56,268.10

Le capital social de la compagnie comprend 1,400 actions privilégiées et 4,000 actions ordinaires de 500 francs de valeur nominale, soit 700,000 francs pour les premières et 2,000,000 de francs pour les secondes.

L'annuité nécessaire pour payer un dividende de 4 p. c. aux actions privilégiées et les amortir au pair en 52 ans est de . . . 32,187.50

(D'après les statuts de la Société, ces titres ont droit à un dividende de 4 p. c. avant allocation aux actions ordinaires ; ils ont toujours obtenu ce dividende jusqu'ici.)

L'annuité nécessaire pour payer un dividende de 3 p. c. aux actions ordinaires et les amortir au pair en 52 ans, est de . . . 76,434.40

L'exécution de ces services par l'État nécessite une dépense annuelle évaluée à 1,463.00

En total, le service des intérêts et de l'amortissement des obligations et des actions de la Société anonyme du chemin de fer de Maeseyck, dans les conditions indiquées exige une annuité de 146,583.00

L'annuité de reprise n'étant que de 141,000.00

Le service des titres coûtera en plus annuellement fr. 5,353.00

somme qui sera fournie par la Société et qu'elle a proposé de prélever sur le prix du matériel.

La valeur, escomptée à 3 p. c., au 1^{er} janvier 1912, de 52 annuités de 5,353 francs est de 140,068 francs.

En conséquence, l'État, au lieu de payer à la compagnie 52 $\frac{62}{366}$ annuités de 141,000 francs et le prix du matériel et des approvisionnements, supportera pendant 52 ans une annuité de 146,583 francs et payera le prix du matériel et des approvisionnements, moins 140,068 francs.

Il est cependant à remarquer, en ce qui concerne les obligations, que l'État ne pourra, comme cela a été fait dans le calcul ci-dessus, en répartir l'amortissement sur les cinquante-deux années restant à courir de la concession. Il devra observer le tableau d'amortissement en vigueur, d'après lequel tout le remboursement est terminé en 1925. La charge annuelle sera plus forte jusqu'en 1925, mais, en compensation, dès l'année suivante et jusqu'à l'expiration des cinquante-deux ans (fin 1963), cette charge disparaîtra entièrement.

Dans l'ensemble, le Gouvernement a considéré l'opération comme équitable pour les deux parties et il a, en conséquence, conclu la convention qu'il a l'honneur de soumettre à l'approbation du pouvoir législatif.

L'article 1^{er} du projet de loi a pour but d'autoriser le Gouvernement à exercer le droit de reprise qu'il s'est réservé par l'article 10 de la convention de concession du 14 mai 1870 et d'approuver le contrat conclu à cet effet avec la Société anonyme du chemin de fer de Maeseyck.

Les articles 2 et 3 règlent les mesures financières relatives à l'exécution de cette convention.

L'article 4 se rapporte aux mesures de comptabilité à prendre par le Gouvernement à l'égard de la ligne reprise.

L'article 5 a pour but de dispenser l'un des ingénieurs de la compagnie, qui passeront en la même qualité au service de l'État, de justifier de la possession du diplôme légal d'ingénieur des constructions civiles ou d'ingénieur civil des mines, diplôme requis par l'article 48, paragraphe 3 de la loi du 10 avril 1890 sur la collation des grades académiques pour être admis à concourir pour le grade d'ingénieur dans une administration de l'État (ce diplôme n'est pas exigé pour l'exercice de fonctions semblables au service de l'industrie privée). Le second ingénieur est porteur du diplôme légal.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*

CH. DE BROQUEVILLE.

Le Ministre des Finances,

M. LEVIE.

PROJET DE LOI

relatif à la reprise de la concession du chemin de fer de Hasselt à Maeseyck.

Albert,

ROI DES BELGES.

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de notre Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes, et de notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Chemins de Fer, Postes et Télégraphes et notre Ministre des Finances présenteront, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER :

Le Gouvernement est autorisé à exercer le droit de reprise de la concession du chemin de fer de Hasselt à Maeseyck, avec prolongement éventuel jusqu'à la ligne de Venlo à Maastricht, prévu à l'article 10 de la convention du 14 mai 1870, approuvée par arrêté royal du 3 juin 1870.

La convention conclue le 28 mars 1912 entre le Ministre des Chemins de Fer, Postes et Télégraphes et le Ministre des Finances, d'une part, et MM. Léon Jacobs et Hubert De Harven, membres du conseil d'administration de la Société anonyme du chemin de fer de Maeseyck, repré-

WETSONTWERP.

betreffende de overneming van de vergunning van den spoorweg Hasselt-Maeseyck.

Albert,

KONING DER BELGEN.

Aan allen tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafien en van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

Onze Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafien en Onze Minister van Financiën zullen, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet aanbieden waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

De Regeering is gemachtigd tot het uitoefenen van het recht tot overneming van de vergunning van den spoorweg Hasselt-Maeseyck met eventueele verlenging tot aan de spoorbaan Venlo-Maastricht, hetwelk is voorzien bij artikel 10 van de bij Koninklijk besluit van 3^e Juni 1870 goedgekeurde overeenkomst van 14^e Mei 1870.

De overeenkomst, den 28^e Maart 1912 gesloten tusschen, eenerzijds, den Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafien en den Minister van Financiën, en anderzijds, de heeren Leo Jacobs en Huibrecht De Harven, leden van den Raad van beheer van de Naamlooze Maat-

sentant cette société, d'autre part, en vue de l'application dudit article 10 de la convention du 14 mai 1870, est approuvée.

ART. 2.

Afin d'assurer l'exécution de la susdite convention :

1° Il est ouvert au Ministère des Finances, pour être rattachés au budget de la dette publique pour 1912 ;

a) Un crédit de deux mille deux cent cinquante francs (2.250 fr.) en vue du paiement : 1° des intérêts du prix du matériel, du mobilier et de l'outillage (art. VI, B, de la convention du 28 mars 1912) ; 2° des intérêts, pendant un semestre, de la somme de quarante mille francs (40,000 fr.) retenue sur le prix de ces objets (art. VI, B, et art. VII de la convention).

Ce crédit sera fusionné avec celui de sept mille cinq cents francs (7.500 fr.), faisant l'objet de l'article 8 du budget ;

b) Un crédit de nonante-cinq mille quatre cent septante francs (95,470), destiné à assurer, en 1912, le service des intérêts et de l'amortissement des obligations de la Société anonyme du chemin de fer de Maeseyck (art. VI, A, 1°, de la convention).

Ce crédit formera l'article 27bis du budget.

c) Un crédit de trente-deux mille cent nonante francs (fr. 32,190) destiné à assurer en 1912, le service des intérêts et de l'amortissement des actions privilégiées de la Société anonyme du chemin de fer de

schappij van den Maeseycker-spoorweg, welke die maatschappij vertegenwoordigen, met het oog op de toepassing van voormeld artikel 10 van de overeenkomst van 14^e Mei 1870, is goedgekeurd.

ART. 2.

Voor de uitvoering van voormelde overeenkomst :

1° Worden bij het Ministerie van Financiën opengesteld, om te worden verbonden aan de begrooting der openbare schuld over 1912 ;

a) Een krediet van twee duizend tweehonderd vijftig frank (2,250 fr.) voor het betalen : 1° van de interesten van den prijs van het materieel, de meubelen en het gereedschap (art. VI, B, van de overeenkomst van 28^e Maart 1912) ; 2° de interesten, gedurende een half jaar, van de som van veertig duizend frank (40,000 fr.) ingehouden op den prijs van die voorwerpen (art. VI, B, en art. VII van de overeenkomst).

Dat krediet zal versmolten worden met dat van zeven duizend vijf honderd frank (7,500 fr.), dat het voorwerp van artikel 8 der begrooting uitmaakt ;

b) Een krediet van vijftien negentig duizend vierhonderd zeventig frank (95,470 fr.) bestemd om, in 1912, den dienst van de interesten en van de aflossing der schuldbrieven van de naamloze maatschappij van den Maeseycker-spoorweg te verzekeren (art. VI, A, 1°, van de overeenkomst).

Dit krediet maakt artikel 27bis van de begrooting uit :

c) Een krediet van twee en dertig duizend honderd negentig frank (32,190 frank) bestemd om, in 1912, den dienst der interesten en de aflossing der bevoorrechte aandelen van de naamloze maatschappij

Maeseyck (art. VI, A, 2^o, de la convention);

Ce crédit formera l'article 27^{ter} du budget;

d) Un crédit de septante-six mille quatre cent trente cinq francs (fr. 76,435) destiné à assurer, en 1912, le service des intérêts et de l'amortissement des actions ordinaires de la Société anonyme du chemin de fer de Maeseyck (art. VI, A, 3^o de la convention).

Ce crédit formera l'article 27^{quater} du budget.

2^o Le crédit de cent cinquante mille francs (fr. 150,000) porté à l'article 32 du budget de la dette publique pour l'exercice 1912, est réduit à dix mille francs (fr. 10,000) et son libellé est modifié par la suppression des mots : « minimum d'intérêt garanti par l'État à la Société » concessionnaire du chemin de fer de Hasselt à Maeseyck ».

3^o Les frais relatifs au service des titres représentatifs des annuités reprises sous les lettres *b*, *c* et *d* du présent article, pourront être imputés sur le crédit de trois cent mille francs (fr. 300,000) faisant l'objet du littéra *a* de l'article 33 du budget de la dette publique pour l'exercice 1912.

4^o Il est ouvert au Ministère des chemins de fer, postes et télégraphes:

a) Pour être rattaché au budget de ce département pour l'exercice 1912, un crédit de deux cent cinquante mille francs (fr. 250,000) pour le rachat des approvisionnements, marchandises et objets en fabrication (art. V, 3^o et VI, B, de la convention), et pour le paiement

van den Maeseycker-spoorweg te verzekeren (art. VI, A, 2^o, van de Overeenkomst);

Dit krediet maakt artikel 27^{ter} der begroting uit :

d) Een krediet van zes enzeventig duizend vierhonderd vijf en dertig frank (76,435 frank) bestemd om, in 1912, den dienst der interesten en de aflossing der gewone aandelen van de naamlooze maatschappij van den Maeseycker-spoorweg te verzekeren (art. VI, A, 3^o, der Overeenkomst).

Dit krediet maakt artikel 27^{quater} der begroting uit.

2^o Het krediet van honderd vijftig duizend frank (150,000 frank), bedoeld bij artikel 32 van de begroting der openbare schuld voor het dienstjaar 1912 wordt verminderd tot tienduizend frank (10.000 frank), en zijn opstel wordt gewijzigd met weglating van de woorden : « minimum van interest, » door den Staat gewaarborgd aan » de concessie-houdende maatschappij van den spoorweg Hasselt-Maeseyck ».

3^o De kosten betreffende den dienst der titels voor de aflossingen, bedoeld bij letters *b*, *c* en *d* van dit artikel, mogen uitgetrokken worden op het krediet van driehonderd duizend frank (300.000 frank), dat het voorwerp uitmaakt van letter *a*, van artikel 33 van de begroting der openbare schuld voor het dienstjaar 1912.

4^o Wordt bij het Ministerie van Spoorwegen, Posterijen en Telegraafen opengesteld :

a) Om te worden verbonden aan de begroting van dit Departement voor het dienstjaar 1912, een krediet van twee honderd vijftig duizend frank (250,000 frank) voor den afkoop van voorraad, goederen en in aanmaak zijnde voorwerpen (artikel V, 3^o, en VI, B, van de Overeen-

des dépenses d'exploitation de l'exercice 1912 du chemin de fer de Hasselt à Maeseyck, à partir du jour de la reprise effective par l'Etat ;

b) Pour être rattaché au budget des dépenses extraordinaires de l'année 1912, un crédit de trois cent cinquante mille francs (fr. 350,000) pour :

1° Le paiement du solde du prix de rachat du matériel de traction et de transport, de l'outillage et du mobilier (art. V, 2° et VI, B, de la convention) ;

2° Le remboursement à la Société anonyme du chemin de fer de Maeseyck, des dépenses effectuées par elle depuis la date à laquelle le rachat prend cours jusqu'à la date de prise de possession effective, tant en travaux de premier établissement qu'en achat et construction de matériel, d'outillage et de mobilier, et

3° Le paiement des travaux et fournitures immédiatement indispensables pour la bonne exploitation de la ligne reprise.

ART. 3.

Les dépenses rattachées au budget des dépenses extraordinaires en vertu de l'article 2, 4°, b, ci-dessus, seront couvertes par les recettes qui sont prévues à ce budget.

ART. 4.

Le Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour arrêter, en recettes et en dépenses, les résultats de la gestion assurée par la Société anonyme du chemin de fer de Maeseyck pour compte de l'Etat, à partir du 1^{er} janvier 1912 jusqu'au jour de la prise de possession effective de ce chemin de fer par l'Etat et pour effectuer le versement du solde dans les caisses du Trésor.

komst) en voor de betaling der exploitatiekosten over het dienstjaar 1912 van den spoorweg Hasselt-Maeseyck, van den dag af der werkelijke overneming door den Staat ;

b) Om te worden verbonden aan de begroting van buitengewone uitgaven voor het jaar 1912, een krediet van drie honderd vijftig duizend frank (350,000 frank) voor :

1° Het betalen van het saldo van den afkoopprijs van het trek- en vervoermaterieel, van het gereedschap en van de meubelen (artikel V, 2° en VI, B, van de Overeenkomst).

2° De terugbetaling, aan de naamloze maatschappij van den Maeseycker-spoorweg, van de uitgaven door haar gedaan sedert den dag waarop de afkoop aanvang neemt tot den dag der werkelijke inbezitneming, zoowel aan werken van eersten aanleg als aan aankoop en aanmaak van materieel, gereedschap en meubelen, en

3° De betaling der werken en leveringen, onmiddellijk onontbeerlijk voor den goeden dienst van de overgenomen lijn.

ART. 3.

De uitgaven, krachtens artikel 2, 4°, b, hierboven, aan de begroting van buitengewone uitgaven verbonden, zullen gedeekt worden door de ontvangsten op die begroting voorzien.

ART. 4.

De Regeering zal de noodige maatregelen treffen om, in ontvangsten en in uitgaven, de uitslagen vast te stellen van het Beheer, door de naamloze maatschappij van den Maeseycker-spoorweg voor rekening van den Staat gevoerd van 1^{er} Januari 1912 tot aan den dag der werkelijke inbezitneming van dien spoorweg door den Staat en om het saldo in de Staatskassen te storten.

Un compte spécial de cette gestion sera rendu aux Chambres en même temps que le compte de la gestion des chemins de fer de l'Etat.

A partir du jour de l'exploitation par l'Etat, les recettes seront versées au Trésor pour être attribuées au budget des voies et moyens; les dépenses d'exploitation seront couvertes par le crédit alloué par l'art. 2, 4°, a, de la présente loi.

ART. 5.

Par dérogation à l'article 48, paragraphe 3, de la loi du 10 avril 1890 sur la collation des grades académiques, le fonctionnaire portant le titre d'ingénieur au chemin de fer repris par l'Etat en vertu de la présente loi, et non porteur du diplôme légal d'ingénieur des constructions civiles ou d'ingénieur civil des mines, pourra éventuellement, être dispensé de justifier de la possession de ce diplôme.

ART. 6.

La présente loi sera exécutoire à partir du jour de sa publication au *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 29 mars 1912.

Eene bijzondere beheersrekening zal aan de Kamers worden overgelegd met de beheersrekening van de Staatsspoorwegen.

Te rekenen van den dag der exploitatie door den Staat, zullen de ontvangsten gestort worden in de Schatkist om gevoegd te worden bij de begrooting van wegen en middelen; de exploitatiekosten zullen gedeckt worden met het krediet voorzien bij artikel 2, 4°, a, van deze wet.

ART. 5.

Met afwijking van artikel 48, paragraaf 3, van de wet van 10^e april 1890 op de begeving van academische graden, kan de ambtenaar, die bij den krachtens deze wet door den Staat overgenomen spoorweg den titel van ingenieur voert en geen wettelijk diploma heeft van ingenieur voor burgerlijke bouwwerken of van burgerlijk mijn-ingenieur, des voorkomend vrij gesteld worden van het leveren van het bewijs dat hij dit diploma bezit.

ART. 6.

Deze wet is uitvoerbaar te rekenen van den dag van hare bekendmaking in den *Moniteur*.

Gegeven te Brussel, den 29 Maart 1912.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes,

Van 's Konings wege :

De Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafien,

Ch. DE BROQUEVILLE.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financien.

M. LEVIE.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

De Minister van Kunsten en Wetenschappen,

POULLET.

CONVENTION

relative à la reprise, par l'État Belge, de la concession de péages octroyée à la Société Anonyme du chemin de fer de Maeseyck.

Entre :

Le MINISTRE DES CHEMINS DE FER, POSTES ET TÉLÉGRAPHES et le MINISTRE DES FINANCES, soussignés, de première part, agissant au nom de l'État Belge ;

Messieurs LÉON JACOBS et HUBERT DE HARVEN, membres du Conseil d'Administration de la Société Anonyme du Chemin de fer de Maeseyck de seconde part, agissant au nom de cette Société, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par l'assemblée générale des actionnaires, tenue le vingt-cinq janvier mil neuf cent douze,

a été faite la convention suivante, en vue de l'application de l'article 10 de la convention du 14 mai 1870, concernant la reprise, par l'État Belge, de la concession de péages octroyée, à la Banque Générale pour favoriser l'agriculture et les travaux publics, par arrêté royal du 5 juin 1870, concession dont la cession à la Société Anonyme du Chemin de fer de Maeseyck, a été approuvée par arrêté royal du 15 septembre 1879.

ARTICLE PREMIER

La reprise comprend la concession de péages de la ligne de Hasselt à Maeseyck, avec prolongement éventuel jusqu'à la ligne néerlandaise de Venlo à Maastricht et, en conséquence ;

1° La remise à l'État de la ligne de Hasselt à Maeseyck (1), avec tous ses terrains, ouvrages d'art, voies, bâtiments, ateliers, remises, dépendances, etc., affectés ou destinés à l'usage du chemin de fer et de ses dépendances, même les terrains et installations ci-dessus spécifiés, non portés aux plans approuvés par le Gouvernement pour l'établissement de la ligne. Sont seuls exceptés les terrains acquis uniquement à titre d'excédents d'emprise, pour autant qu'ils soient situés en dehors des limites fixées par les plans de construction et d'abornement approuvés et qu'ils n'aient pas été affectés ultérieurement et ne soient pas destinés à l'usage du chemin de fer ;

2° Conformément à la demande formulée par la Société, la cession, à l'État, du matériel de traction et de transport, de l'outillage et du mobilier des ateliers, stations, magasins, bureaux, remises, trains, enfin, de tous objets mobiliers et outils quelconques appartenant à la Société concessionnaire et affectés ou destinés à l'exploitation de la ligne, tels que ce matériel,

(1) Le prolongement jusqu'à la ligne néerlandaise de Venlo à Maastricht n'a pas été construit.

outillage, mobilier, figureront à des inventaires qui seront dressés contradictoirement, indiquant la situation au premier janvier mil neuf cent douze.

L'État reprendra, en outre, les approvisionnements, marchandises et objets en fabrication appartenant à la Société et se trouvant dans les magasins de celle-ci à la date de la reprise effective et pour autant qu'ils lui soient nécessaires pour l'exploitation future; il sera dressé inventaire contradictoire de ces objets. Les matières qui seront consommées au cours de l'exploitation effectuée pour le compte de l'État (voir article II ci-après), seront portées au compte de cette exploitation.

ART. II.

La reprise sera considérée comme conclue et effectuée à la date du premier janvier mil neuf cent douze, quelle que soit la date de la prise de possession effective du chemin de fer par le Gouvernement. Cette prise de possession devra, toutefois, avoir lieu dans un délai de deux mois à partir de la date de la publication de la loi approuvant la présente convention et, en tous cas, au plus tard le premier janvier mil neuf cent treize.

A partir du premier janvier mil neuf cent douze et jusqu'à la prise de possession effective, la Société anonyme du chemin de fer de Maeseyck continuera provisoirement à exploiter la ligne de Hasselt à Maeseyck pour compte de qui il appartiendra. Cette exploitation se fera dans des conditions normales, régulières et conformes aux précédents.

Un compte, arrêté à la date de la reprise effective, indiquera les recettes et les dépenses afférentes à cette période d'exploitation et déterminera le solde à remettre, de ce chef, par la Société à l'État.

Ce solde sera dû à l'État, valeur au jour de la reprise effective, et payé, dans les trois mois de cette reprise, avec les intérêts à trois pour cent à partir du dit jour jusqu'à la date du paiement effectif.

A partir de la date de la présente, l'État pourra procéder à la vérification des comptes relatifs à l'exploitation qui est effectuée pour son compte; cette vérification devra se faire sans déplacements des documents de la Compagnie.

ART. III.

Comme conséquence de la reprise, l'État entrera, à partir du premier janvier mil neuf cent douze, en pleine possession et jouissance de la ligne de Hasselt à Maeseyck, comme si la concession avait pris fin par l'expiration de son terme.

ART. IV.

Les terrains, voies, ouvrages d'art, bâtiments, ateliers, bureaux, remises, dépendances, etc. etc., du chemin de fer de Hasselt à Maeseyck, seront livrés au Gouvernement dans l'état où ils se trouveront à la date de la reprise, en pleine propriété, quittes et libres de toutes charges, conformément aux plans approuvés par le Gouvernement et y compris les agrandissements effectués depuis; il en sera de même pour les terrains, voies, ouvrages d'art, bâti-

ments, ateliers, bureaux, dépendances, etc. etc., non portés aux plans approuvés.

Les titres de propriété, en due forme, transcrits au bureau des hypothèques, et les procès-verbaux de bornage signés par les riverains, seront remis à l'État, au plus tard, dans le délai de trois mois, à compter du jour de la publication de la loi approuvant la présente convention.

ART. V.

Le prix de la reprise est fixé comme il suit :

1^o *Du chef de la concession, etc.* (article 1^{er}, premier alinéa, 1^o), cinquante-deux annuités et soixante-deux trois cent soixante sixièmes d'annuité $\left(52 \frac{62}{366}\right)$ de cent quarante et un mille francs (141,000 fr.), la première étant due pour l'année mil neuf cent douze;

2^o *Du chef du matériel de traction et de transport, de l'outillage et du mobilier* (article 1^{er} premier alinéa, 2^o) la somme qui résultera des expertises prévues par le dernier alinéa de l'article 10 de la convention du 14 mai 1870;

3^o *Du chef des approvisionnements, des marchandises et des objets en fabrication* (article 1^{er}, deuxième alinéa) la somme qui résultera des expertises.

Pour les expertises visées sub. 2^o et 3^o, chaque partie désignera ses délégués; en cas de désaccord entre ces délégués, un tiers expert sera nommé par le président du tribunal de première instance de Hasselt.

ART. VI.

Le paiement du prix de la reprise se fera comme il suit :

A. — 1^o L'État prend à sa charge, à partir de et y compris l'échéance semestrielle des intérêts du premier avril mil neuf cent douze, et conformément aux conditions arrêtées par la société, le service des intérêts et de l'amortissement des dix-huit cent quatre-vingt-dix-huit (1898) obligations de cinq cents francs (500) à l'intérêt de trois (3) pour cent qui restent à amortir, à la date du premier janvier mil neuf cent douze, d'après le tableau d'amortissement.

Aussitôt après la reprise définitive de la ligne, la Compagnie remettra à l'État :

- a) Le dit tableau d'amortissement original ;
- b) Une copie, certifiée conforme, de la liste de chaque tirage effectué ;
- c) Les titres remboursés ou, pour ceux qui ont été détruits après remboursement, une copie certifiée conforme du procès-verbal de leur destruction.

d) L'urne contenant les numéros des titres non encore désignés pour le remboursement.

2^o A partir du premier janvier mil neuf cent douze, l'Etat paiera aux quatorze cents (1400) actions privilégiées de la Société, un intérêt annuel de vingt (20) francs et remboursera ces titres à raison de cinq cents (500) francs par action, conformément à un tableau d'amortissement à annuités fixes à

dresser par le Département des finances et basé sur cinquante-deux années (52) à partir du premier janvier 1912; l'intérêt sera dû jusqu'à la date fixée pour le remboursement ;

5^o A partir de la même date du premier janvier mil neuf cent douze, l'Etat paiera aux quatre mille (4000) actions ordinaires de la Société, un intérêt annuel de quinze (15) francs et remboursera ces titres à raison de cinq cents (500) fr. par action, conformément à un tableau d'amortissement à annuités fixes à dresser par le Département des finances et basé sur cinquante-deux années (52) à partir du premier janvier 1912; l'intérêt sera dû jusqu'à la date fixée pour le remboursement.

Les actions privilégiées et les actions ordinaires seront remplacées par des certificats mentionnant le taux de leur remboursement et le montant de l'intérêt qui leur sera payé jusqu'à l'époque fixée pour leur remboursement d'après les résultats des tirages.

Le paiement des intérêts des certificats d'actions se fera le premier juillet et le deux janvier de chaque année, le remboursement le deux janvier et pour la première fois le deux janvier mil neuf cent treize, l'un et l'autre à la Banque nationale de Belgique, à Bruxelles, ou à ses agences en province. Toutefois, dans le cas où la loi approuvant la présente convention ne serait pas publiée au moins six semaines avant l'échéance du deux janvier mil neuf cent treize, les intérêts et le remboursement échus au premier juillet mil neuf cent douze et au deux janvier mil neuf cent treize ne seraient payés que dans le délai de six semaines après la date de la publication de ladite loi.

Le tirage des numéros des titres à rembourser sera fait par l'Etat.

A partir du premier janvier mil neuf cent vingt deux, l'Etat aura la faculté de rembourser, en une fois, à la valeur de cinq cents (500) francs, les certificats d'actions privilégiées et les certificats d'actions ordinaires qui n'auraient pas encore été désignés pour être remboursés par les tirages au sort annuels; il sera tenu compte, éventuellement, des intérêts courus depuis la dernière échéance jusqu'au jour fixé pour le remboursement.

B. Le prix du matériel, de l'outillage, du mobilier, des approvisionnements, marchandises, etc., après déduction :

1^o D'une somme de cent quarante mille soixante-huit francs (fr. 140,068) à titre définitif;

2^o D'une somme de quarante mille francs (fr. 40,000) à titre de garantie, conformément à ce qui sera dit à l'article VII ci-après, sera payé dans les trois mois à partir de la date de la reprise effective de la ligne par le gouvernement, avec les intérêts à trois pour cent (3 p. c.) à partir de cette date jusqu'à celle du paiement.

ART. VII.

Sur le prix du matériel, de l'outillage, du mobilier (art. VI, B, ci-dessus), l'Etat retiendra une somme de quarante mille francs (40,000 francs) à titre de garantie que la ligne lui sera remise quitte et libre de toutes charges comme il est dit à l'article IV plus haut, et que les documents spécifiés au même article IV lui seront livrés.

Toute réclamation des chefs ci-dessus devra, à peine de déchéance, être produite par l'État :

a) en ce qui concerne la remise des titres de propriété et des procès-verbaux de bornages dans le délai de trois mois après la réception des documents qui lui seront envoyés par la Société;

b) en ce qui concerne la libération des charges qui grèveraient la ligne, dans le délai d'un an après qu'il aura notifié à la Société la constatation de la remise complète desdits documents.

A l'expiration du délai d'un an ci-dessus fixé sub. b), la garantie de quarante mille francs (40,000 fr.), déduction faite des sommes nécessaires pour faire face aux réclamations auxquelles la Société anonyme du chemin de fer de Maeseyck n'aurait pas satisfait, sera payée à la société sans aucun retard. Si la somme de quarante mille francs (40,000 fr.) est reconnue insuffisante pour faire face aux réclamations produites par l'État dans le délai fixé, la société sera tenue de la parfaire à due concurrence.

Les intérêts à trois (3) pour cent de la somme de quarante mille (40,000) francs seront payés semestriellement à la Société.

ART. VIII.

Tous les décomptes des services mixtes et internationaux, les comptes du chef des conventions avec des particuliers, de la communauté des stations, etc., tous les comptes de dépenses, afférents à l'exercice mil neuf cent onze (1911) seront liquidés comme si la présente convention n'avait pas été conclue, étant entendu que l'apurement de ces comptes incombe à l'exploitation antérieure au premier janvier mil neuf cent douze.

Pour les relations entre le réseau de l'État belge exclusivement et la ligne de Hasselt à Maeseyck exclusivement, les décomptes liquidés antérieurement à la date de la présente ne pourront plus être rectifiés que du chef d'erreurs matérielles.

ART. IX.

Les marchés conclus par la Société avec des tiers pour la fourniture des approvisionnements (billes, charbons, etc.) et non terminés à l'époque de la reprise effective de la ligne par l'État, seront repris par celui-ci pour son compte.

La Société communiquera à l'État, dans le délai de quinze jours à partir de la date de la présente, les contrats en cours, et, à partir de la même date, elle ne contractera plus de nouveaux marchés ou ne renouvellera pas ceux existants sans avoir obtenu l'assentiment préalable du Gouvernement.

L'État ne reprend, quant au passé, aucune des obligations qui auraient été prises par la Société, à l'égard de tiers, de quelque chef que ce soit, sauf ce qui est dit au premier alinéa du présent article. Sont notamment exclues de la reprise toutes conventions de service, de transport ou d'exploitation que la Société aurait conclues avec des tiers; la Société s'engage à obtenir, à ses frais, la résiliation de toutes conventions de ce genre, dans les trois mois à partir de la date de la reprise effective de la ligne par le Gouvernement.

ART. X.

La Société remettra à l'Etat, au moment de la reprise, celles de ses archives qui pourraient être utiles en vue de l'exploitation future.

Par l'effet de la reprise, par l'Etat, de la ligne concédée à la Société anonyme du chemin de fer de Maeseyck, cette société sera libérée, à partir du premier janvier mil neuf cent douze (1912) de tous impôts au profit de l'Etat, relatifs aux immeubles et à l'exploitation cédés ou remis à l'Etat; celui-ci la garantit contre toutes poursuites du chef d'impôts quelconques au profit de la province ou des communes concernant les dits immeubles ou la dite exploitation. Toutefois, cette libération et cette garantie ne s'appliquent pas à l'impôt-patente, seul impôt dont la charge incombera à la Compagnie du chef des bénéfices résultant de la reprise.

ART. XI.

La Société anonyme du chemin de fer de Maeseyck procédera à sa dissolution et à sa liquidation immédiatement après la publication de la loi approuvant la présente convention et elle remettra à l'Etat, après la clôture de la liquidation, une expédition de l'acte authentique de cette clôture. La liquidation ne pourra être clôturée qu'après que la Société aura pleinement satisfait à tous ses engagements envers l'Etat, résultant de la présente convention.

ART. XII.

La présente convention sera soumise à l'approbation du pouvoir législatif; elle sera nulle et non avenue et aucune des parties ne pourra s'en prévaloir vis-à-vis de l'autre si cette approbation n'est pas obtenue au plus tard le trente et un décembre mil neuf cent douze.

ART. XIII.

Les frais de timbre du présent acte sont à la charge de la Société, ceux de l'enregistrement incomberont à l'Etat.

Fait en double à Bruxelles, le vingt-huit mars mil neuf cent douze.

Pour la Société anonyme
du chemin de fer de Maeseyck :

(s) CH. DE BROQUEVILLE.
(s) M. LEVIE

Deux administrateurs :

(s) H. DE HARVEN. (s) L. JACOBS.

Enregistré six rôles sans renvoi, à Bruxelles-Sud, le vingt-huit mars 1912, vol. 515, folio 32, case 11. Gratis.

Le Receveur,
(s) VAN TEMSCHE.

(18)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 MAART 1912.

Ontwerp van wet betreffende de overneming van de vergunning van den spoorweg Hasselt-Maeseyck.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Bij verscheidene gelegenheden, hebben leden van het Parlement de Regeering verzocht, te onderhandelen over de overneming van den spoorweg Hasselt-Maeseyck.

Toen de geachte Heer Helleputte aan het hoofd stond van het Departement van Spoorwegen, heeft hij die gelegenheid te baat genomen om de onderhandelingen aan te vangen, en hij heeft ons de zorg opgedragen deze voort te zetten.

Binnen kort zal het noodig zijn, ten gevolge van de ontginning van de steenkolenlagen der provincie Limburg, aanzienlijke wijzigingen toe te brengen aan de spoorweginrichtingen welke die streek bedienen.

De daartoe noodige studiën worden voortgezet; verscheidene ontwerpen zijn vastgesteld, ja zelfs gedeeltelijk uitgevoerd.

De geachte Heer Helleputte oordeelde dat, om alle vrijheid te hebben voor het aanleggen van de nieuwe spoorbanen die met den spoorweg Hasselt-Maeseyck zullen aansluiten, evenals om de verwikkelingen te vermijden die, bij de indienststelling van die spoorbanen, zouden ontstaan zoo een vergunde spoorweg, hebbende slechts eene kleine lengte, middenin de Staatsbanen gelegen ware, en, ten slotte, om de overneming tegen de beste geldelijke voorwaarden te doen, het oogenblik voor de Regeering gekomen was om gebruik te maken van het recht van overneming van de vergunning van voormelden spoorweg Hasselt-Maeseyck, hetwelk haar is voorbehouden door het hierna overgedrukte artikel 10 van de overeenkomst van 14ⁿ Mei 1870.

Wij sluiten ons volkomen bij zijne zienswijze aan en wij hebben de eer U de voorwaarden van overneming uiteen te zetten die wij, na lange besprekingen, geoordeeld hebben aangenomen te kunnen worden in het belang van den Staat en van de bevolking.

Krachtens artikel 10 van de overeenkomst van 14ⁿ Mei 1870, goedge-

keurd bij Koninklijk besluit van 5ⁿ Juni 1870, en betreffende de vergunning van den spoorweg Hasselt-Maeseeyck, met eventueele verlenging tot aan de Nederlandsche spoorbaan Venlo-Maastricht, is de Staat bevoegd bedoelde vergunning over te nemen.

Dit artikel luidt als volgt :

« Na verloop van de vijftien eerste jaren der exploitatie van den spoorweg, is de Regeering, te alle tijde, bevoegd de vergunning af te koopen.

» Tot het vaststellen van den afkoopprijs, wordt een staat opgemaakt van de jaarlijksche zuivere opbrengsten, welke de vergunninghouder heeft bekomen tijdens de zeven laatste jaren vóór het jaar, waarin de afkoop geschiedt; daarvan worden afgetrokken de zuivere opbrengsten over de twee slechtste jaren, en de gemiddelde opbrengst over de vijf overige jaren is het bedrag van de annuïteit, die den vergunninghouder wordt uitbetaald gedurende elk nog te verstrijken jaar der vergunning.

» Mocht de afkoop geschieden vooraleer het vijf-en-twintigste exploitatiejaar verstreken is, dan zou die annuïteit verhoogd worden met eene premie van 10 t. b. In geen geval, mag de annuïteit minder bedragen dan de zuivere opbrengst over het laatste der zeven als maatstaf genomen jaren, noch minder dan het minimum van interest, gewaarborgd door verderstaand artikel 11.

» Zoo de vergunninghouder het aanvraagt, is de Staat gehouden het exploitatie-materieel over te nemen tegen uitkeering van de door schatters vastgestelde waarde. »

Anderzijds wordt bij artikel 11, aangehaald op het einde van het tweede lid van artikel 10, bepaald :

« Ter uitvoering van de wet van 1ⁿ December 1866, waarborgt de Regeering aan den vergunninghouder, voor het spoorbaangedeelte Hasselt-Maeseeyck, gedurende een termijn van vijftig jaar, als minimum van interest, een jaarlijksche som van honderd vijftig duizend fr. (150,000 fr.)

» Die waarborg loopt ten bate van den vergunninghouder of van de maatschappij die hem des voorkomend mocht vervangen, te rekenen van de indienststelling van voormeld baangedeelte. »

Het baangedeelte Hasselt-Maeseeyck alleen werd aangelegd; het heeft eene lengte van bijna 41 kilometer, met inbegrip van het gemeenschappelijk gedeelte te Hasselt, en werd tot het verkeer geopend op 3 Maart 1874.

De vergunning heeft dien zelfden dag aanvang genomen; zij zal eindigen op 2 Maart 1964.

Het recht tot overneming, aan de Regeering voorbehouden door artikel 10, is open gevallen op 5 Maart 1889.

De waarborg van interest, bepaald bij artikel 11, begon te loopen op 3 Maart 1874, om te eindigen op 2 Maart 1924.

Bij toepassing van de twee eerste leden van het hiervoren overgedrukt artikel 10, heeft de Maatschappij de haar door de Regeering te betalen overnemings-annuïteit willen bepalen als volgt :

Zuivere opbrengst van den spoorweg, bepaald volgens artikel 12 van de overeenkomst van 14 Mei 1870, voor de regeling van den waarborg van het minimum van interest.

Jaren	
1905	fr. 9,230.74
1906	3,254.25
1907	fr. 22,806.94
1908	19,800.82
1909	50,156.55
1910	127,883.52
1911 (benaderend cijfer). . .	50,000.00
	Samen : fr. 270.647.63
	Gemiddeld cijfer of 1/5 54,129.53

Daar dit gemiddeld cijfer kleiner is dan het minimum van gewaarborgden interest, dat 150,000 frank is, zoo is het dit bedrag, zegde de Maatschappij, dat, overeenkomstig den tweeden volzin van het tweede lid van artikel 10, het beloop moet zijn van de annuïteit.

Doch de Regeering heeft twee eischen gesteld :

De eerste heeft betrekking op een lastpost van eersten aanleg van den spoorweg Hasselt-Maeseyck, lastpost dien de Maatschappij betaalt door middel van een jaarlijksch huurgeld. Die lastpost bestaat in de huur van 4,125 frank, die door de Maatschappij, sedert de indienststelling van hare lijn (1), betaald wordt voor het gebruik, over eene lengte van ongeveer 2 kilometer, nabij Hasselt, van den grond, van de aardewerken, kunstwerken enz., ter plaatse waar het tweede spoor van de baan Hasselt-Eindhoven is aangelegd ; zij belast de vergunning, en de Staat heeft beweerd, dat zij van de annuïteit hoeft afgetrokken.

De tweede eisch heeft betrekking op den geldelijken last, die voor den vergunninghouder voortspruit uit de verplichting het materieel en den voorraad te leveren die voor de exploitatie onontbeerlijk zijn. Het grondbeginsel van dien eisch werd aangewezen in de memorie van toelichting van het ontwerp van wet betreffende de overneming van de vergunningen van den Grand Central Belge-spoorweg, van den Luik-Limburger-spoorweg enz. (Kamerbescheiden, n° 160 van 11^e Mei 1897, blz. 14). De Staat heeft dus beweerd dat die last, wil zeggen de interest van den prijs van het materieel en den voorraad welke voor de exploitatie onontbeerlijk zijn, moet afgetrokken worden van de annuïteit van 150,000 frank, die door de Maatschappij wordt geëischt.

Boven en behalve die eischen, heeft de Staat van de Maatschappij gevergd dat zij het lot verzekere van de bedienden en werklieden die, wegens hun gevorderden leeftijd of hunnen gezondheidstoestand, door het Beheer van Spoorwegen niet zullen kunnen overgenomen worden, en dat zij, in verhou-

(1) Vóór 1898, werd die huurprijs betaald aan de maatschappij die de lijn Hasselt-Eindhoven exploiteerde; sedert die lijn werd overgenomen door den Staat, wordt hij aan dezen betaald.

ding tot den duur van de diensten die het over te nemen personeel haar heeft bewezen, tusschenkome in de wachtgelden of de pensioenen, aan dit personeel toe te kennen wanneer zijn leeftijd voor op pensioenstelling zal aangebroken zijn.

De uitdrukkelijke tekst van den tweeden volzin van het tweede lid van de bepaling betreffende de overneming, tekst waarbij voorzien wordt dat *in geen geval de annuïteit minder mag bedragen dan het minimum van gewaarborgden interest*, gaf aan de Maatschappij alle gemak om zich tegen de eischen van den Staat te verzetten.

Niettegenstaande heeft zij, na bespreking, de gegrondheid van den eersten eisch erkend en er in toegestemd deel te nemen in den tweeden alsmede in het gevraagde betreffende de toekomst van het personeel.

Het bedrag der annuïteit werd dus, in der minne, bepaald als volgt :

Bedrag geëischt door de Maatschappij fr. 150,000

Af te trekken :

Huurprijs van den effen grond, waarop het tweede spoor van de baan Eindhoven-Hasselt is aangelegd . . . fr. 4,125

Deelneming van 25 t. h. in den interest, tegen 3 1/2 t. h., van den overnemings prijs van het exploitatie-materieel en den voorraad welke voor de exploitatie onontbeerlijk zijn 3,587

Deelneming van 25 t. h. in de annuïteit voor de uitgave, te doen om, met betrekking tot de te bekomen wachtgelden en pensioenen, de diensten geldig te maken die, tot op den dag der overneming, bewezen werden door het in Staatsdienst over te brengen personeel 1,361

Fr. 9,073

Blijft voor het bedrag der annuïteit fr. 140,927
dit is, in ronde som, 141,000 frank.

De Maatschappij heeft geheel te haren laste genomen de toekenning van pensioenen, in de voorwaarden waarin de Staat het zou doen, aan het personeel dat niet zal overgenomen worden ter oorzake van zijn gevorderden leeftijd of zijn gebrekkigen gezondheidstoestand.

Daar voorgesteld is de overneming te doen op 1 Januari 1912, zou de Regeering dus, krachtens artikel 10 van de overeenkomst van 14 Mei 1870, aan de Maatschappij te betalen gehad hebben, tot het einde der vergunning, dit is den 2^o Maart 1964, hetzij gedurende 52 $\frac{62}{366}$ jaar, eene annuïteit van 141,000 frank; zij moest daarenboven met gereed geld de waarde betalen van het materieel enz., door schatting te bepalen.

Doch daar de Maatschappij verlangt zich te ontsluiten en tot hare vereffening over te gaan, heeft zij, als vergoeding voor de door haar bewilligde overeenkomst betreffende het bedrag van de annuïteit, gevraagd dat de Staat zich zou belasten met deze onder de rechthebbenden te verdeelen, en tevens de aflossing der kapitalen te verzekeren.

Op 1 Januari 1912 is het kapitaal der schuldbrieven (titels van 500 frank die 3 % interest opbrengen), dat niet aangewezen is om afgelost te worden, 949,000 frank; de annuïteit noodig om den dienst der interesten en der aflossing van die som te verzekeren gedurende een tijd gelijk aan die welke van de vergunning nog te verstrijken blijft, of 52 jaar, is fr. 36,268.10

Het kapitaal van de Maatschappij bestaat uit 1400 bevoorrechte aandelen en 4000 gewone aandelen van 500 frank nominale waarde, dit is 700,000 frank voor de eersten en 2,000,000 frank voor de tweeden.

De annuïteit noodig om een winstdeel te betalen van 4 % aan de bevoorrechte aandelen en deze tegen pari af te lossen in 52 jaar, is fr. 52,187.50

(Volgens de Statuten van de Maatschappij hebben die titels recht op een winstdeel van 4 %, vóór de betaling aan de gewone aandelen; tot hiertoe hebben zij dit winstdeel altijd bekomen).

De annuïteit noodig om een winstdeel van 3% te betalen aan de gewone aandelen en om deze tegen pari af te lossen in 52 jaar, is fr. 76,434.40

De uitvoering van die diensten door den Staat vergt eene jaarlijksche uitgave geschat op fr. 1,465.00

In 't geheel vergt de dienst van de interesten en van de aflossing der schuldbrieven en der aandelen van de naamlooze Maatschappij van den Maeseycker-spoorweg, in de aangewezen voorwaarden, eene annuïteit van fr. 146,353.00

Daar de overnemings-annuïteit slechts 141,000.00 bedraagt, zal de dienst der titels jaarlijks meer kosten : 5,353.00 som die door de Maatschappij zal geleverd worden en die zij voorgesteld heeft te nemen van den prijs van het materieel.

De waarde gedisconteerd ad 3 t. h., op 1 Januari 1912, van 52 annuïteiten van 5,353 francs, is 140,068 frank.

Derhalve zal de Staat, in stede van aan de maatschappij $52 \frac{62}{366}$ annuïteiten van 141,000 frank en den prijs van het materieel en van den voorraad te betalen, gedurende twee en vijftig jaar eene annuïteit dragen van 146,353 fr. en den prijs betalen van het materieel en van den voorraad, min 140,068 fr.

Er valt nochtans aan te merken, wat de schuldbrieven betreft, dat de Staat deze aflossing niet zal kunnen verdeelen over de twee en vijftig jaar, die van de vergunning nog te verstrijken blijven, — zooals dit in vorenstaande berekening werd gedaan. Hij zal het moeten doen overeenkomstig de van kracht zijnde aflossingstabel, volgens dewelke gansch de terugbetaling geëindigd is in 1923. De jaarlijksche last zal grooter zijn tot in 1923, doch als vergoeding zal hij, van af het volgende jaar en tot verloop van twee en vijftig jaren (einde 1963), geheel verdwijnen.

In 't geheel, heeft de Regeering de zaak beschouwd als billijk voor de

beide partijen, en derhalve heeft zij de overeenkomst gesloten die zij de eer heeft aan de goedkeuring van de Wetgevende Macht voor te leggen.

Artikel één van het ontwerp van wet heeft ten doel de Regeering te machtigen tot het uitoefenen van het recht van overneming dat zij zich heeft voorbehouden bij artikel 10 van de Overeenkomst van 14 Mei 1870, en het contract goed te keuren dat daartoe met de Naamlooze maatschappij van den Maeseycker spoorweg werd gesloten.

Artikelen 2 en 3 regelen de financieele maatregelen betreffende de uitvoering van deze overeenkomst.

Artikel 4 heeft betrekking op de maatregelen van boekhouding, door de Regeering te treffen ten aanzien van de overgenomen baan.

Artikel 5 heeft ten doel een der ingenieurs der Maatschappij, die in dezelfde hoedanigheid in Staatsdienst zullen worden overgebracht, vrij te stellen van het leveren van het bewijs dat hij in het bezit is van het wettelijk diploma van ingenieur voor burgerlijke bouwwerken of van burgerlijk mijn-ingenieur, welk diploma bij artikel 48, § 3 der wet van 10 April 1890 op de bevestiging der academische graden, vereischt wordt van wie dingt naar den graad van ingenieur bij een Beheer van den Staat. (Dit diploma wordt niet vereischt voor het waarnemen van eene dergelijke betrekking in de private nijverheid.)

De tweede ingenieur is in het bezit van het wettelijk diploma.

*De Minister van Spoorwegen, Posterijen
en Telegrafen,*

CH. DE BROQUEVILLE.

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.

PROJET DE LOI

relatif à la reprise de la concession du chemin de fer de Hasselt à Maeseyck.

Albert,

ROI DES BELGES.

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de notre Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes, et de notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Chemins de Fer, Postes et Télégraphes et notre Ministre des Finances présenteront, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER :

Le Gouvernement est autorisé à exercer le droit de reprise de la concession du chemin de fer de Hasselt à Maeseyck, avec prolongement éventuel jusqu'à la ligne de Venlo à Maastricht, prévu à l'article 10 de la convention du 14 mai 1870, approuvée par arrêté royal du 3 juin 1870.

La convention conclue le 28 mars 1912 entre le Ministre des Chemins de Fer, Postes et Télégraphes et le Ministre des Finances, d'une part, et MM. Léon Jacobs et Hubert De Harven, membres du conseil d'administration de la Société anonyme du chemin de fer de Maeseyck, repré-

WETSONTWERP.

betreffende de overneming van de vergunning van den spoorweg Hasselt-Maeseyck.

Albert,

KONING DER BELGEN.

Aan allen tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafien en van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

Onze Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafien en Onze Minister van Financiën zullen, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet aanbieden waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

De Regeering is gemachtigd tot het uitoefenen van het recht tot overneming van de vergunning van den spoorweg Hasselt-Maeseyck met eventueele verlenging tot aan de spoorbaan Venlo-Maastricht, hetwelk is voorzien bij artikel 10 van de bij Koninklijk besluit van 3^e Juni 1870 goedgekeurde overeenkomst van 14^e Mei 1870.

De overeenkomst, den 28^e Maart 1912 gesloten tusschen, enerzijds, den Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafien en den Minister van Financiën, en anderzijds, de heeren Leo Jacobs en Huibrecht De Harven, leden van den Raad van beheer van de Naamlooze Maat-

sentant cette société, d'autre part, en vue de l'application dudit article 10 de la convention du 14 mai 1870, est approuvée.

ART. 2.

Afin d'assurer l'exécution de la susdite convention :

1° Il est ouvert au Ministère des Finances, pour être rattachés au budget de la dette publique pour 1912 ;

a) Un crédit de deux mille deux cent cinquante francs (2.250 fr.) en vue du paiement : 1° des intérêts du prix du matériel, du mobilier et de l'outillage (art. VI, B, de la convention du 28 mars 1912) ; 2° des intérêts, pendant un semestre, de la somme de quarante mille francs (40,000 fr.) retenue sur le prix de ces objets (art. VI, B, et art. VII de la convention).

Ce crédit sera fusionné avec celui de sept mille cinq cents francs (7,500 fr.), faisant l'objet de l'article 8 du budget ;

b) Un crédit de nonante-cinq mille quatre cent septante francs (95,470), destiné à assurer, en 1912, le service des intérêts et de l'amortissement des obligations de la Société anonyme du chemin de fer de Maeseyck (art. VI, A, 1°, de la convention).

Ce crédit formera l'article 27bis du budget.

c) Un crédit de trente-deux mille cent nonante francs (fr. 32,190) destiné à assurer en 1912, le service des intérêts et de l'amortissement des actions privilégiées de la Société anonyme du chemin de fer de

schappij van den Maeseycker-spoorweg, welke die maatschappij vertegenwoordigen, met het oog op de toepassing van voormeld artikel 10 van de overeenkomst van 14ⁿ Mei 1870, is goedgekeurd.

ART. 2.

Voor de uitvoering van voormelde overeenkomst :

1° Worden bij het Ministerie van Financiën opengesteld, om te worden verbonden aan de begroting der openbare schuld over 1912 ;

a) Een krediet van twee duizend tweehonderd vijftig frank (2,250 fr.) voor het betalen : 1° van de interesten van den prijs van het materieel, de meubelen en het gereedschap (art. VI, B, van de overeenkomst van 28ⁿ Maart 1912) ; 2° de interesten, gedurende een half jaar, van de som van veertig duizend frank (40,000 fr.) ingehouden op den prijs van die voorwerpen (art. VI, B, en art. VII van de overeenkomst).

Dat krediet zal versmolten worden met dat van zeven duizend vijf honderd frank (7,500 fr.), dat het voorwerp van artikel 8 der begroting uitmaakt ;

b) Een krediet van vijftien negentig duizend vierhonderd zeventig frank (95,470 fr.) bestemd om, in 1912, den dienst van de interesten en van de aflossing der schuldbrieven van de naamlooze maatschappij van den Maeseycker-spoorweg te verzekeren (art. VI, A, 1°, van de overeenkomst).

Dit krediet maakt artikel 27bis van de begroting uit :

c) Een krediet van twee en dertig duizend honderd negentig frank (32,190 frank) bestemd om, in 1912, den dienst der interesten en de aflossing der bevoorrechte aandelen van de naamlooze maatschappij

Maeseyck (art. VI. A, 2^o, de la convention);

Ce crédit formera l'article 27^{ter} du budget;

d) Un crédit de septante-six mille quatre cent trente cinq francs (fr. 76,435) destiné à assurer, en 1912, le service des intérêts et de l'amortissement des actions ordinaires de la Société anonyme du chemin de fer de Maeseyck (art. VI, A, 3^o de la convention).

Ce crédit formera l'article 27^{quater} du budget.

2^o Le crédit de cent cinquante mille francs (fr. 150,000) porté à l'article 32 du budget de la dette publique pour l'exercice 1912, est réduit à dix mille francs (fr. 10,000) et son libellé est modifié par la suppression des mots : « minimum d'intérêt garanti par l'État à la Société » concessionnaire du chemin de fer de Hasselt à Maeseyck ».

3^o Les frais relatifs au service des titres représentatifs des annuités reprises sous les lettres *b*, *c* et *d* du présent article, pourront être imputés sur le crédit de trois cent mille francs (fr. 300,000) faisant l'objet du littéra *a* de l'article 33 du budget de la dette publique pour l'exercice 1912.

4^o Il est ouvert au Ministère des chemins de fer, postes et télégraphes :

a) Pour être rattaché au budget de ce département pour l'exercice 1912, un crédit de deux cent cinquante mille francs (fr. 250,000) pour le rachat des approvisionnements, marchandises et objets en fabrication (art. V, 3^o et VI, B, de la convention), et pour le paiement

van den Maeseycker-spoorweg te verzekeren (art. VI, A, 2^o, van de Overeenkomst);

Dit krediet maakt artikel 27^{ter} der begrooting uit :

d) Een krediet van zes enzeventig duizend vierhonderd vijf en dertig frank (76,435 frank) bestemd om, in 1912, den dienst der interesten en de aflossing der gewone aandelen van de naamlooze maatschappij van den Maeseycker-spoorweg te verzekeren (art. VI, A, 3^o, der Overeenkomst).

Dit krediet maakt artikel 27^{quater} der begrooting uit.

2^o Het krediet van honderd vijftig duizend frank (150,000 frank), bedoeld bij artikel 32 van de begrooting der openbare schuld voor het dienstjaar 1912 wordt verminderd tot tienduizend frank (10.000 frank), en zijn opstel wordt gewijzigd met weglating van de woorden : « minimum van interest, » door den Staat gewaarborgd aan » de concessie-houdende maatschappij van den spoorweg Hasselt-Maeseyck ».

3^o De kosten betreffende den dienst der titels voor de aflossingen, bedoeld bij letters *b*, *c* en *d* van dit artikel, mogen uitgetrokken worden op het krediet van driehonderd duizend frank (300.000 frank), dat het voorwerp uitmaakt van letter *a*, van artikel 33 van de begrooting der openbare schuld voor het dienstjaar 1912.

4^o Wordt bij het Ministerie van Spoorwegen, Posterijen en Telegraafen opengesteld :

a) Om te worden verbonden aan de begrooting van dit Departement voor het dienstjaar 1912, een krediet van twee honderd vijftig duizend frank (250,000 frank) voor den afkoop van voorraad, goederen en in aanmaak zijnde voorwerpen (artikel V, 3^o, en VI, B, van de Overeen-

des dépenses d'exploitation de l'exercice 1912 du chemin de fer de Hasselt à Maeseyck, à partir du jour de la reprise effective par l'Etat ;

b) Pour être rattaché au budget des dépenses extraordinaires de l'année 1912, un crédit de trois cent cinquante mille francs (fr. 350,000) pour :

1° Le paiement du solde du prix de rachat du matériel de traction et de transport, de l'outillage et du mobilier (art. V, 2° et VI, B, de la convention) ;

2° Le remboursement à la Société anonyme du chemin de fer de Maeseyck, des dépenses effectuées par elle depuis la date à laquelle le rachat prend cours jusqu'à la date de prise de possession effective, tant en travaux de premier établissement qu'en achat et construction de matériel, d'outillage et de mobilier, et

3° Le paiement des travaux et fournitures immédiatement indispensables pour la bonne exploitation de la ligne reprise.

ART. 3.

Les dépenses rattachées au budget des dépenses extraordinaires en vertu de l'article 2, 4°, b, ci-dessus, seront couvertes par les recettes qui sont prévues à ce budget.

ART. 4.

Le Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour arrêter, en recettes et en dépenses, les résultats de la gestion assurée par la Société anonyme du chemin de fer de Maeseyck pour compte de l'Etat, à partir du 1^{er} janvier 1912 jusqu'au jour de la prise de possession effective de ce chemin de fer par l'Etat et pour effectuer le versement du solde dans les caisses du Trésor.

komst) en voor de betaling der exploitatiekosten over het dienstjaar 1912 van den spoorweg Hasselt-Maeseyck, van den dag af der werkelijke overneming door den Staat ;

b) Om te worden verbonden aan de begrooting van buitengewone uitgaven voor het jaar 1912, een krediet van drie honderd vijftig duizend frank (350,000 frank) voor :

1° Het betalen van het saldo van den afkoopprijs van het trek- en vervoermaterieel, van het gereedschapen van de meubelen (artikel V, 2° en VI, B, van de Overeenkomst).

2° De terugbetaling, aan de naamlooze maatschappij van den Maeseycker-spoorweg, van de uitgaven door haar gedaan sedert den dag waarop de afkoop aanvang neemt tot den dag der werkelijke inbezitneming, zoowel aan werken van eersten aanleg als aan aankoop en aanmaak van materieel, gereedschap en meubelen, en

3° De betaling der werken en leveringen, onmiddellijk onontbeerlijk voor den goeden dienst van de overgenomen lijn.

ART. 3.

De uitgaven, krachtens artikel 2, 4°, b, hierboven, aan de begrooting van buitengewone uitgaven verbonden, zullen gedeckt worden door de ontvangsten op die begrooting voorzien.

ART. 4.

De Regeering zal de noodige maatregelen treffen om, in ontvangsten en in uitgaven, de uitslagen vast te stellen van het Beheer, door de naamlooze maatschappij van den Maeseycker-spoorweg voor rekening van den Staat gevoerd van 1^{er} Januari 1912 tot aan den dag der werkelijke inbezitneming van dien spoorweg door den Staat en om het saldo in de Staatskassen te storten.

Un compte spécial de cette gestion sera rendu aux Chambres en même temps que le compte de la gestion des chemins de fer de l'Etat.

A partir du jour de l'exploitation par l'Etat, les recettes seront versées au Trésor pour être attribuées au budget des voies et moyens; les dépenses d'exploitation seront couvertes par le crédit alloué par l'art. 2, 4^o, a, de la présente loi.

ART. 5.

Par dérogation à l'article 48, paragraphe 3, de la loi du 10 avril 1890 sur la collation des grades académiques, le fonctionnaire portant le titre d'ingénieur au chemin de fer repris par l'Etat en vertu de la présente loi, et non porteur du diplôme légal d'ingénieur des constructions civiles ou d'ingénieur civil des mines, pourra éventuellement, être dispensé de justifier de la possession de ce diplôme.

ART. 6.

La présente loi sera exécutoire à partir du jour de sa publication au *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 29 mars 1912.

Eene bijzondere beheersrekening zal aan de Kamers worden overgelegd met de beheersrekening van de Staatsspoorwegen.

Te rekenen van den dag der exploitatie door den Staat, zullen de ontvangsten gestort worden in de Schatkist om gevoegd te worden bij de begroting van wegen en middelen; de exploitatiekosten zullen gedekt worden met het krediet voorzien bij artikel 2, 4^o, a, van deze wet.

ART. 5.

Met afwijking van artikel 48, paragraaf 3, van de wet van 10^{en} april 1890 op de begeving van academische graden, kan de ambtenaar, die bij den krachtens deze wet door den Staat overgenomen spoorweg den titel van ingenieur voert en geen wettelijk diploma heeft van ingenieur voor burgerlijke bouwwerken of van burgerlijk mijn-ingenieur, des voorkomend vrij gesteld worden van het leveren van het bewijs dat hij dit diploma bezit.

ART. 6.

Deze wet is uitvoerbaar te rekenen van den dag van hare bekendmaking in den *Moniteur*.

Gegeven te Brussel, den 29 Maart 1912.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes,

Van 's Konings wege :

De Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafien,

Ch. DE BROQUEVILLE.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financien.

M. LEVIE.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

De Minister van Kunsten en Wetenschappen,

POULLET.

OVEREENKOMST

betreffende de overneming, door den Belgischen Staat, van de vergunning tot het heffen van vrachtprijzen aan de naamlooze Maatschappij van den Maeseycker spoorweg verleend.

Tusschen : den MINISTER VAN SPOORWEGEN, POSTERIJEN EN TELEGRAFEN en den MINISTER VAN FINANCIËN, ondergeteekenden eenerzijds, handelende namens den Belgischen Staat ;

De heeren LEO JACOBS en HUIBRECHT DE HARVEN, leden van den beheerraad van de naamlooze maatschappij van den Maeseycker spoorweg, anderzijds, handelende namens die Maatschappij, krachtens de machtiging die hun door de op vijf en twintigsten Januari negentien honderd twaalf gehouden algemeene vergadering van aandeelhouders werd verleend, is de volgende overeenkomst getroffen met het oog op de toepassing van artikel 10 van de Overeenkomst van 14 Mei 1870 betreffende de overneming, door den Belgischen Staat, van de vergunning tot het heffen van vrachtprijzen aan de « Banque générale pour favoriser l'agriculture et les travaux publics » verleend bij Koninklijk besluit van 5 Juni 1870, van welke vergunning de overdracht aan de naamlooze maatschappij van den Maeseycker spoorweg werd goedgekeurd bij Koninklijk besluit van 13 September 1879.

ARTIKEL I.

De overneming omvat de vergunning tot het heffen van vrachtprijzen op de baan Hasselt-Maeseyck met eventueele verlenging tot aan de Nederlandsche spoorbaan Venlo-Maastricht, en bijgevolg :

1° De overgave aan den Staat van de baan Hasselt-Maeseyck (1) met al hare gronden, kunstwerken, sporen, gebouwen, werkplaatsen, stelplaatsen, aanhoorigheden enz., dienende of bestemd voor het gebruik van den spoorweg en van zijne aanhoorigheden, zelfs de hiervoren bepaalde gronden en inrichtingen die niet voorkomen op de plans, door de Regeering goedgekeurd voor den aanleg der baan. Zijn alleen uitgezonderd, de gronden die uitsluitend als overschot van inneming werden aangekocht, in zooverre zij gelegen zijn buiten de grenzen bepaald door de goedgekeurde plans voor het bouwen en het afpalen, en zij voor het gebruik van den spoorweg ofwel later niet gediend hebben, ofwel niet bestemd zijn ;

2° Overeenkomstig de door de maatschappij gedane vraag, den afstand, aan den Staat, van het trek- en vervoermaterieel, van het gereedschap en de meubelen van de werkplaatsen, statiën, magazijnen, bureelen, stelplaatsen, treinen, ten slotte van alle om 't even welke gereedschappen en roe-

(1) De verlenging tot aan de Nederlandsche spoorbaan Venlo-Maastricht is niet aangelegd geworden.

rende voorwerpen, die aan de vergunninghoudene maatschappij behooren en die gebruikt worden of bestemd zijn voor de exploitatie der baan, zooals dat materieel, dat gereedschap, die meubelen voorkomen op inventarissen, die ten overstaan van beide partijen worden opgemaakt van den toestand op den eersten Januari negentien honderd twaalf.

Daarenboven zal de Staat den voorraad, de goederen en de in aanmaak zijnde voorwerpen overnemen, die op den dag der werkelijke overneming aan de Maatschappij behooren en zich in dezer magazijnen bevinden, en in zooverre zij hem voor de verdere exploitatie noodig wezen; ten overstaan van partijen zal een inventaris van die voorwerpen opgemaakt worden. De stoffen, verbruikt tijdens de exploitatie voor rekening van den Staat (zie verderstaand artikel II), worden aan deze exploitatie in rekening gebracht.

ART. II.

De overneming wordt beschouwd als gesloten en gedaan op den datum van den eersten Januari negentienhonderd twaalf, om 't even op welken dag de Regeering den spoorweg werkelijk in bezit neemt. Die in bezitneming moet echter gebeuren binnen den tijd van twee maanden te rekenen van den dag der bekendmaking van de wet tot goedkeuring dezer overeenkomst en, in alle geval, uiterlijk op eersten Januari negentien honderd dertien.

Van den eersten Januari negentienhonderd twaalf af en tot aan de werkelijke inbezitneming, zal de Naamlonze Maatschappij van den Maeseycker spoorweg de exploitatie van de baan Hasselt-Maeseyck voorloopig voortzetten voor rekening van wie het behoort. Die exploitatie zal gedaan worden in gewone en geregelde voorwaarden en volgens vroeger gebruik.

Eene rekening, afgesloten op den dag der werkelijke overneming, zal de ontvangsten en uitgaven over dat tijdvak der exploitatie vermelden, en het saldo bepalen dat de maatschappij uit dien hoofde aan den Staat moet afgeven.

Dat saldo zal den Staat verschuldigd zijn, met waarde op den dag der werkelijke overneming en betaald worden, binnen de drie maanden na die overneming, met drie ten honderd (3 t. h.) interest te rekenen van dien dag tot den dag der werkelijke betaling.

Te rekenen van de dagteekening dezer overeenkomst, mag de Staat overgaan tot het nazicht van de rekeningen over de exploitatie die voor zijne rekening wordt gedaan; dat nazicht moet gebeuren zonder verplaatsing van de bescheiden der maatschappij.

ART. III.

Als gevolg van de overneming, zal de Staat, te rekenen van den eersten Januari negentienhonderd twaalf, in het volle bezit en genot treden van de baan Hasselt-Maeseyck, alsof de vergunning vervallen ware door het verstrijken van haren duur.

ART. IV.

De gronden, sporen, kunstwerken, gebouwen, werkplaatsen, bureelen, stelplaatsen, aanhoorigheden enz. enz., van den spoorweg Hasselt-Maeseyck worden in den staat waar in zij zich op den dag der overneming bevinden aan de Regeering overgegeven in vollen eigendom, vrij en onbelast, overeenkomstig de plans door de Regeering goedgekeurd en met inbegrip van de sindsdien aangebrachte vergrootingen; hetzelfde geldt voor de gronden, sporen, kunstwerken, gebouwen, werkplaatsen, bureelen, aanhoorigheden enz. enz., die niet op de goedgekeurde plans voorkomen.

De op het kantoor der hypotheken overgeschreven eigendomstitels in behoorlijken vorm en de door de belendende eigenaars onderteekende processen-verbaal van afpaling worden den Staat overgegeven ten laatste binnen den termijn van drie maanden, te rekenen van den dag der bekendmaking van de wet tot goedkeuring van deze overeenkomst.

ART. V.

De afkoopprijs is bepaald als volgt :

1^o *Uit hoofde van de vergunning enz.* (artikel 1, eerste lid, 1^o), op twee en vijftig annuïteiten en twee en zestig driehonderd zes en zestigste $\left(52 \frac{62}{566}\right)$ van honderd een en veertig duizend frank (141,000 frank), zijnde de eerste annuïteit verschuldigd over het jaar negentienhonderd twaalf;

2^o *Uit hoofde van het trek- en vervoermaterieel, van het gereedschap en de meubelen* (artikel 1, eerste lid, 2^o) op het bedrag van de schattingen, voorzien bij het laatste lid van artikel 10 van overeenkomst van 14 Mei 1870.

3^o *Uit hoofde van den voorraad, de goederen en de in aanmaak zijnde voorwerpen* (artikel 1, tweede lid), op het bedrag van de schattingen.

Voor de schattingen bedoeld bij 2^o en 3^o, stelt elke partij hare gemachtigden aan; bij oneenigheid tusschen die gemachtigden, wordt door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg, te Hasselt, een derde schatter benoemd.

ART. VI.

De afkoopprijs wordt uitbetaald als volgt :

A. 1^o De Staat neemt ten zijnen laste, van en met den zesmaandelijkschen vervalldag van eersten April negentienhonderd twaalf en overeenkomstig de door de Maatschappij vastgestelde voorwaarden, den dienst van de interesten en van de aflossing der achttienhonderd acht en negentig (1898) schuldbrieven van vijfhonderd frank (500 fr.) tegen drie ten honderd (3. t. h.) interest die op den eersten Januari negentienhonderd twaalf af te lossen blijven volgens de tabel van aflossing.

Onmiddellijk, nadat de baan voorgoed overgenomen is, overhandigt de Maatschappij aan den Staat :

a) Voormelde oorspronkelijke aflossingstabel ;

- b) Een gewaarmerkt afschrift van de lijst van elke gedane loting ;
- c) De terugbetaalde titels of, voor die welke na terugbetaling vernietigd werden, een gewaarmerkt afschrift van het proces-verbaal hunner vernietiging ;
- d) De bus met de nummers der nog niet voor terugbetaling aangewezen titels.

2° Te rekenen van den eersten Januari negentienhonderd twaalf, zal de Staat op de veertienhonderd (1,400) bevoorrechte aandelen, in de Maatschappij, een jaarlijkschen intrest van twintig (20) frank betalen, en die titels terugbetalen tegen vijfhonderd (500) frank per aandeel, overeenkomstig eene aflossingstabel, met vaste annuïteiten, door het Departement van Financiën op te maken en gegrond op twee en vijftig (52) jaren, te rekenen van 1 Januari 1912 ; de interest zal verschuldigd zijn tot den dag, bepaald voor de terugbetaling.

3° Te rekenen van denzelfden datum van eersten Januari negentienhonderd twaalf zal de Staat, op de vier duizend (4,000) gewone aandelen in de Maatschappij, een jaarlijkschen interest van vijftien (15) frank betalen, en die titels terugbetalen tegen vijfhonderd (500) frank per aandeel, overeenkomstig eene aflossingstabel, met vaste annuïteiten, door het Departement van Financiën op te maken, en gegrond op twee en vijftig (52) jaren, te rekenen van 1 Januari 1912 ; de interest zal verschuldigd zijn tot den dag, bepaald voor de terugbetaling.

De betaling der interesten van de aandeel-getuigschriften zal geschieden den eersten Juli en den tweeden Januari van elk jaar ; de terugbetaling, den tweeden Januari en, voor de eerste maal, den tweeden Januari negentienhonderd dertien, een en ander ter Nationale Bank van België, te Brussel, of in hare agentschappen in de provinciën. Echter, in geval de wet tot goedkeuring van deze overeenkomst niet mocht bekend gemaakt zijn ten minste zes weken vóór den vervaldag van tweeden Januari negentienhonderd dertien, dan zouden de op eersten Juli negentienhonderd twaalf en op tweeden Januari negentienhonderd dertien vervallen interest en terugbetaling maar betaald worden binnen den termijn van zes weken na den datum van de bekendmaking van voormelde wet.

De loting van de nummers der terug te betalen titels wordt door den Staat gedaan.

Te rekenen van den eersten Januari negentienhonderd twee en twintig is de Staat bevoegd de getuigschriften van bevoorrechte aandelen en de getuigschriften van gewone aandelen, die bij de jaarlijkse lotingen nog niet voor terugbetaling werden aangewezen, in eens terug te betalen tegen de waarde van vijfhonderd frank (500 fr.) ; des voorkomend wordt rekening gehouden met de interesten verlopen sedert den laatsten vervaldag tot aan den dag, voor de terugbetaling bepaald ;

B. De prijs van het materieel, het gereedschap, de meubelen, den voorraad, de goederen enz., na aftrek van :

1° eene som van honderd veertig duizend acht en zestig frank (140,068 fr.), bepaaldelijk,

2° eene som van veertig duizend frank (40,000 fr.) als waarborg, overeenkomstig het bepaalde bij artikel VII hierna.

Zal worden betaald binnen de drie maanden te rekenen van den datum der werkelijke overneming der baan door de Regeering en verhoogd met den interest van drie ten honderd (3 t. h.), te rekenen van dien datum tot aan dien der betaling.

ART. VII.

Van den prijs van het materieel, het gereedschap, de meubelen (art. VI, B, hierboven), zal de Staat eene som van veertigduizend frank (40,000 fr.) afhouden als waarborg dat de baan hem vrij en onbelast wordt overgegeven zooals hooger gezegd bij artikel IV, en dat de bij dat zelfde artikel IV bepaalde bescheiden hem worden geleverd.

Elke vordering uit voormelde hoofden moet, op straffe van nietigheid, door den Staat worden ingediend :

a) Wat betreft de aflevering van de eigendomstitels en de processen-verbaal van afpaling, binnen den termijn van drie maanden na ontvangst der bescheiden, die hem zullen gezonden worden door de Maatschappij ;

b) Wat betreft de aanzuivering der lasten, waarmede de baan mocht bezwaard zijn, binnen den termijn van één jaar, nadat hij aan de Maatschappij de vaststelling der algeheele aflevering van die bescheiden bekendgemaakt heeft.

Bij het vervallen van den hierboven sub b bepaalden termijn van een jaar, zal de waarborg van veertigduizend frank (40,000 fr.) onverwijld aan de Maatschappij worden betaald, na aftrek van de noodige sommen om te voorzien in de vorderingen, waaraan de Naamlooze Maatschappij van den Maeseycker-spoorweg niet mocht hebben voldaan. Mocht de som van veertigduizend frank (40,000 fr.) onvoldoende blijken om te voorzien in de vorderingen, door den Staat binnen den bepaalden termijn ingediend, dan is de Maatschappij gehouden voormelde som aan te vullen tot het noodige bedrag.

De interesten tegen drie ten honderd (3 t. h.) over de som van veertigduizend frank (40,000 fr.) worden alle zes maanden aan de Maatschappij betaald.

ART. VIII.

Al de afrekeningen van gemengde en internationale diensten, de rekeningen uit hoofde van de overeenkomsten met bijzondere personen, van het gemeenschappelijk gebruik van statiën enz., al de rekeningen van uitgaven, betrekking hebbende op het dienstjaar negentienhonderd elf (1911), worden vereffend alsof deze overeenkomst niet ware gesloten, met dien verstande dat de aanzuivering dier rekeningen hoeft gedaan door de exploitatie vóór den eersten Januari negentienhonderd twaalf.

Voor de betrekkingen tusschen het net van den Belgischen Staat alleen en de baan Hasselt-Maeseyck alleen, zullen de vóór den datum dezer overeen-

komst vereffende afrekeningen niet meer verbeterd mogen worden tenzij uit hoofde van zakelijke vergissingen.

ART. IX.

De koopen, door de Maatschappij met derden aangegaan voor het leveren van voorraad (dwarsliggers, steenkolen enz.) en niet afgeloopen ten tijde van de werkelijke overneming der baan door den Staat, zal deze voor zijne rekening overnemen.

Binnen den termijn van vijftien dagen te rekenen van den datum dezer overeenkomst, zal de Maatschappij de in uitvoering zijnde verdragen aan den Staat mededeelen, en, te rekenen van denzelfden datum, zal zij, zonder de voorafgaande instemming van de Regeering, geene nieuwe verdragen meer sluiten of geene bestaande verdragen vernieuwen.

ART. XI.

Onmiddellijk na de bekendmaking van de wet tot goedkeuring van deze overeenkomst, zal de Naamlooze Maatschappij van den Maeseycker spoorweg tot hare ontbinding en tot de vereffening van hare zaken overgaan en, nadat de likwidatie gesloten is, zal zij een afschrift van de rechtsgeldige akte dier sluiting aan den Staat overhandigen. De likwidatie zal maar mogen gesloten worden, nadat de Maatschappij teenemaal zal voldaan hebben aan al hare uit deze overeenkomst voortspruitende verbintenissen tegenover den Staat.

ART. XII.

Deze overeenkomst zal aan de wetgevende macht ter goedkeuring worden voorgelegd; zij zal zijn nietig en van geener waarde en geene van partijen zal ze tegenover de wederpartij mogen inroepen, indien die goedkeuring niet is verkregen uiterlijk den een en dertigsten December negentienhonderd twaalf.

ART. XIII.

De zegelkosten van deze akte zijn ten laste van de Maatschappij: de registratie-kosten vallen op den Staat.

In dubbel gedaan te Brussel, den acht en twintigsten Maart negentienhonderd twaalf.

Voor de Naamlooze
Maatschappij van
den Maeseycker spoorweg,

(G. CH. DE BROQUEVILLE.
(G) M. LEVIE.

Twee Beheerders,

(G.) H. DE HARVEN. (G.) L. JACOBS.

Geboekt zes bladen zonder verwijzing, te Brussel (Zuid), den acht en twintigsten Maart 1912, boek 515, blad 32, vak 11.

Kosteloos.

De Ontvanger,

(G.) VAN TEMSCHE.